

Avril 2005

Lettre aux Présidents de groupe des élus municipaux

Constitution Européenne**Les Saviniens ont le droit d'être informés !
Savigny Égalité propose l'organisation d'un grand débat public.**

La constitution européenne est une menace pour notre République et pour les acquis sociaux et progressistes que les Français se sont donnés, ceux en particuliers issus du programme du Conseil National de la Résistance. Le CNR créé par Jean Moulin, voulu par le général De Gaulle était composé de chrétiens sociaux, de communistes, de gaulistes et de socialistes. En 1944 à Paris, le général De Gaulle recevant une délégation du CNPF ancêtre du MEDEF eut ces mots : «Messieurs, je n'ai vu aucun d'entre vous à Londres!». C'est en effet sur fond de défection voire de collaboration du patronat, que les partis démocratiques impulsèrent la reconstruction de la France, et élaborèrent une législation qui est l'honneur de notre pays. Aujourd'hui Bruxelles et l'héritier du CNPF le «Baron Sellière», veulent donner les derniers coups de pioche pour détruire cette œuvre déjà bien entamée. La constitution européenne signe la fin de la souveraineté nationale que nous devons à la grande Révolution française, le dessaisissement des citoyens de leur pouvoir démocratique, l'impossibilité de futures avancées sociales, la condamnation des services publics, du code du travail, de la sécurité sociale et de la mutualité.

Le cadre imposé est celui du triomphe du modèle anglo-saxon, aux antipodes de notre conception séculaire du pacte républicain. Il ouvre directement la voie au communautarisme et à la dépendance vis-à-vis des USA. Un changement total de société nous est imposé ! (...) Peut-on accepter que la constitution européenne soit adoptée par défaut grâce à l'abstention, parce que l'on cache à la nation l'enjeu réel du scrutin ? Les états majors politiques disent qu'«il faut réconcilier les Français avec la politique» Chiche ! Pour ma part je crois assurer mon rôle d' élu en assumant clairement mes convictions et en vous proposant de confronter nos divergences. Cela pourrait se faire en organisant un grand débat public où nous pourrions tout à la fois développer nos positions, et ouvrir un large dialogue avec les Saviniens lassés des faces à faces parfois complaisants, souvent stériles, toujours dominés par la langue de bois de la télévision. Dans l'attente de votre décision, et je l'espère d'une proposition concrète d'organisation de ce débat public, veuillez agréer, Monsieur le Maire, chers collègues, l'expression de mes salutations cordiales et républicaines.

Juin 2005

A Savigny, on n'a pas le droit d'apprendre à nager.

C'est sous ce titre que Geoffroy Tomasovitch rendait compte dans le Parisien du 27 août 1992 de la campagne de Savigny Égalité pour la construction d'une piscine.

Dans le même article le secrétaire général de Mairie d'alors (pourquoi un fonctionnaire territorial et non pas un élu ?) expliquait : «Ce projet n'est ni indispensable ni prioritaire, toutes les villes voisines ont des bassins. Et puis on manque de terrain à bâtir». On notera le mauvais argument du terrain à bâtir quand on sait maintenant tout ce qui s'est édifié depuis 13 ans.

Le programme de Savigny Égalité prévoyait en 1989 la construction d'une piscine dans notre ville. Reprise en 1995 et 2001, cette proposition avait en effet été l'objet d'une campagne en 1992 qui recueillit des milliers de signatures. L'étude que nous avons effectuée, balayait toutes les objections concernant son coût et ses charges de fonctionnement. Tous ceux qui se sont penchés sérieusement sur ce dossier le savent, cela n'entraîne aucune augmentation d'impôt.

Il s'agit d'un projet réaliste qui correspond à un besoin réel (apprentissage de la natation, rééducation, sport, loisirs, ...). Les élus de la majorité ont toujours affirmé que ce n'était pas une priorité. Les élus socialistes se sont toujours prononcés contre une piscine. On a même pu lire sous la plume de leur élue, chef de file à l'époque de la gauche plurielle que c'était démagogique. Nous ne retiendrons pas l'inélégance du propos mais il reflète bien l'état d'esprit de ces derniers et leur ignorance affligeante des intérêts et de la volonté de la majorité des saviniens.

Il nous faut créer un mouvement d'opinion suffisamment fort pour que la nécessité d'une telle réalisation ne soit plus contestée.

En Conseil Municipal, j'ai demandé qu'une étude soit lancée. Si l'actuelle majorité se retranche derrière son programme, on ne doit pas pour autant insulter l'avenir en écartant la question.

Novembre 2005

Le tramway pour Savigny

Nous écrivions dans le bulletin de Savigny Égalité de juin : "il fait bon vivre à Savigny - sans doute - mais pour combien de temps ?" on peut rajouter : si on refuse de comprendre que gouverner c'est prévoir.

Il y a 5 ans nous alertions les édiles saviniens : Le tramway pour Savigny c'est nécessaire et c'est possible. A l'écho favorable de la population à notre campagne, répondit l'indifférence totale des élus de l'époque. L'enquête sur le PDU (Plan de Déplacement Urbain) aurait dû être l'opportunité d'exiger que la ligne de tramway qui, partant de Villejuif, doit dans un premier temps, relier Athis-Mons, se prolonge à Savigny le long du boulevard Aristide Briand. Nous affirmons : ce peut être le début d'un règlement rationnel des problèmes de transport avec la volonté d'atteindre des objectifs de services publics, d'écologie et de sécurité. C'est aussi la possibilité de stopper la transformation inexorable du grand axe savinien A6/N7 (bld Aristide Briand) en mini autoroute. Un tramway jusqu'à la future gare d'Épinay (actuel Centre Commercial) sur la nouvelle ligne SNCF d'Évry-Massy, offrirait une voie supplémentaire d'accès à Paris pour les saviniens.

partout où le tramway a été choisi, la population en a été satisfaite. C'est le mode de transport en commun qui s'impose progressivement dans toutes les villes tournées vers l'avenir. De plus, il redynamise le petit commerce et augmente la valeur du patrimoine immobilier. Pour nous c'est une réalisation régionale sans incidence sur les impôts locaux. Or rien n'est arrêté à partir d'Athis-Mons, un projet vers la gare de Juvisy a levé un bouclier de protestation bien légitime. Le candidat UMP aux Cantonales de Juvisy déclarait lui-même en 2004 : "la gare RER amène déjà 60 000 voyageurs en transit chaque jour, avec le tramway on monte à 80 000 voire 90 000 personnes sans compter les problèmes techniques. Il ne doit pas venir jusqu'ici". Le prolonger le long de la N7 comme le réclament Viry et Ris Orangis... est-ce là l'intérêt du nord de l'Essonne, est-ce cela que nous voulons ?

Il est encore temps de se saisir de ce dossier. Nos arguments seraient autrement plus convaincants pour la Région. La prétention de Savigny à bénéficier du tramway est bien plus fondée que celle des villes voisines. Va-t-on rester encore longtemps l'arme au pied ?

Nos deux dernières campagnes

Vous trouverez sur les pages suivantes les numéros de juin 2005 et de février 2006 de « La lettre de Savigny Égalité » qui ont fait l'objet de nos deux dernières campagnes sur le non à la constitution européenne et les élections cantonales de Savigny en mars 2006...

29 mai, un non de résistance porteur d'espoir !

Dès octobre 2004 alors que le "non" était à 30 % dans les sondages, Savigny Égalité invitait Marc Dolez, député, Premier Secrétaire de la fédération du Nord du parti socialiste, ardent partisan du rejet de la constitution européenne, et faisait publiquement connaître sa position. Ce fut le début d'une campagne dont on peut dire qu'elle nous a mis au cœur de la bataille pour barrer la route à la conception que nous combattons depuis toujours d'une Europe libérale et anti-démocratique. Le "non" l'a emporté à Savigny, malgré la position de la section locale du parti socialiste (qui a voté à l'unanimité pour la constitution giscardienne lors du referendum interne) et la venue du ministre Copé et d'un ambassadeur, invités par le député maire UMP. Nous avons la faiblesse de penser qu'il nous revient une part importante de ce succès : plus de 4000 affiches, des dizaines

de milliers de tracts, deux réunions publiques dont celle rassemblant 250 personnes, organisée le 24 mai dernier par le comité Viry-Savigny, en présence de Gabriel Amard membre fondateur avec Jean-Luc Mélenchon de «Pour la République Sociale» (PRS). Aujourd'hui, une politique alternative de rupture fondée sur un programme républicain et social à partir d'une union de toutes les gauches et dans lequel se reconnaîtraient des millions de votants du "oui" qui veulent aussi mettre fin aux multiples réformes anti sociales commanditées par le MEDEF et Bruxelles et mises en musique par la fausse gauche et la vraie droite, est possible. Ce sera mettre hors course les populismes de tous bords et renouer avec la France des Lumières et du Progrès Social.

Pascal Chanoux



Le 24 mai 2005, 250 personnes participaient au meeting du "non" à Salle des Fêtes de Savigny.

Patrice Wrzesinski, vice-président de Savigny Égalité



Jean Estivill président de Savigny Égalité ouvre le débat pour Initiative Républicaine...



Gabriel Amard

Maire de Viry-Chatillon, Conseiller Général (PRS)

Claude Vasquez

Maire de Grigny, Conseiller Général (PCF)

Chers citoyens. J'emploie ce terme expressément parce qu'en vous réunissant tous ici ce soir, que vous votiez OUI, que vous votiez NON, vous êtes en train de déjouer le scénario d'une démarche éminemment anti-démocratique dont le referendum devait être le cache-sexe. Ces messieurs nous proposent de nous prononcer sur un texte — 448 articles, 36 protocoles, 2 annexes, 50 déclarations — illisible que nous soyons ouvriers ou universitaires. Ce qu'ils souhaitent c'est qu'on vote les yeux fermés, ça veut dire tout simplement qu'ils nous méprisent, qu'ils méprisent le peuple souverain. Cette constitution n'étant pas faite pour être lue, mais pour être votée, entendons ratifiée, voilà leur conception de la démocratie...



Comme dans des milliers de villes et de quartiers les Français se réapproprient la politique.

Budget communal et autofinancement

Billet d'humeur à propos du conseil municipal du 26 mai 2005 : « M. Estivill, vous êtes têtu ! »

L'interjection du Maire, fait suite au refus de l'opposition de la gauche républicaine d'approuver une décision modificative du budget qui reprenait la logique du budget 2005 qu'elle n'avait pas voté. Nous sommes bien désolé de déplaire à M. le Maire. Il déclare au conseil municipal qu'il se trouve des convergences avec les élus socialistes qui eux se seraient selon lui (les votes lui donnent raison) ralliés à sa position sur l'auto-financement. Cela n'est pas pour nous étonner. Nous l'écrivions dans notre programme municipal en 2001. Nous y dénoncions le recours systématique à l'autofinancement et déjà les dites convergences sous le titre « blanc bonnet et bonnet blanc ».

En effet dans une période où les taux d'intérêt sont très bas, les collectivités locales si elles ont une conception dynamique de leur gestion et veulent préparer l'avenir, doivent emprunter. M. le Maire évoque pour défendre sa position le sur-endette-

ment des familles. Cela n'a rien à voir ! D'une part emprunter ne signifie pas obligatoirement se sur-endetter et d'autre part une commune peut et doit étaler l'effort demandé à ses administrés sur plusieurs générations. Le contraire, c'est s'interdire des réalisations éminemment nécessaires et réduire les services auxquels leurs impôts leur donnent droits (3 millions d'euros de fonctionnement en moyenne). Nous refusant à sa logique, nous avons eu le droit lors des derniers conseils municipaux aux commentaires de M. le Maire : « M. Estivill, vous êtes têtu ! ».

Et oui ! Aussi têtu quand nous défendons notre politique que lorsqu'il défend la sienne. Il s'agit d'une vision globale de la politique communale. Si elle souffre la polémique, elle mérite surtout le débat. M. le Maire qui, de manière régulière, interpelle à longueur de conseil municipal à ce sujet la gauche républicaine parce qu'elle refuse, contrairement à la gauche plurielle de le suivre, devrait l'ad-

mettre. Sa politique n'est pas la nôtre et nos votes — faudrait-il s'en excuser ? — traduisent cette opposition.

Alors oui, nous sommes têtus. Autant qu'on peut l'être quand on a des convictions et qu'on est fidèle à un programme. Et si nous pensons que l'autofinancement peut être utile de manière ponctuelle, il ne doit pas être érigé en dogme comme il le fait.

Quant à l'ensemble de ses propositions, nous les examinons honnêtement. Qu'elles figurent ou non dans notre programme, si elles sont bonnes, nous les votons. Cela ne change rien à la question centrale. Nous persistons et signons : la politique communale de l'actuelle majorité laisse Savigny au bord du chemin de la modernisation. Le recours excessif à l'autofinancement est le corollaire de cette frilosité et de cet immobilisme.

Il fait bon vivre à Savigny ? Sans doute !... Mais pour combien de temps ?

« Ceux qui disent "non" seraient xénophobes et anti-européens et illettrés aussi. Mensonges et insultes sont révélateurs : ce qui devait être une simple formalité, un petit "oui" sur grand fond d'abstention, devient tout autre. 1000 comités locaux pour le "non" se mettent en place, les citoyens se saisissent du débat et le "non" tient bonne place en tête des sondages. Ces beaux messieurs ont désormais peur pour les grands intérêts qu'ils servent et qui ne sont pas les nôtres. Oui, le peuple est de retour. C'est bon signe pour la démocratie, pour l'Europe, c'est la meilleure garantie pour la Paix des Nations. ».

Jean Estivill,

le 20 mai 2005 (tract de PRS)

Savigny Égalité tient ses engagements !

En 2001, nous nous étions engagés à rendre compte régulièrement de notre mandat. On trouvera dans ce bulletin des extraits des interventions de Jean Estivill au nom de la gauche républicaine, au conseil municipal, des articles publiés dans le bulletin municipal ainsi qu'un rappel de l'activité de Savigny Égalité dans la dernière période.

On pourra constater que l'action de Savigny Égalité dont la création date de 1989 se prolonge au conseil municipal dans la fidélité à nos convictions et aux choix programmatiques que nous avons faits dès cette époque pour notre cité.

La dynamique qui continue à nous porter est celle constatée aux dernières municipales qui nous ont vu progresser alors que toutes les autres formations politiques ont perdu des suffrages de 500 pour la droite parlementaire à 1800 pour la gauche plurielle. C'est celle qui a contribué à faire gagner à Savigny le Non au référendum sur la constitution européenne malgré la droite et le parti socialiste local qui ont fait campagne en sa faveur.

Patrice Wrzesinski

Le 25 mai 2006, Jean Estivill ouvre le meeting sur la constitution européenne...

Chers citoyens. J'emploie ce terme expressément parce qu'en vous réunissant tous ici ce soir, que vous votiez OUI, que vous votiez NON, vous êtes en train de déjouer le scénario d'une démarche éminemment antidémocratique dont le référendum devait être le cache-sexe. Ces beaux messieurs nous proposent de nous prononcer sur un texte — 448 articles, 36 protocoles, 2 annexes, 50 déclarations — illisible que nous soyons ouvriers ou universitaires. Ce qu'ils souhaitent c'est qu'on vote les yeux fermés, ça veut dire tout simplement qu'ils nous méprisent, qu'ils méprisent le peuple souverain. Cette constitution n'étant pas faite pour être lue, mais pour être votée, entendons ratifiée, voilà leur conception de la démocratie...



Jean Estivill, président de Savigny Égalité, conseiller municipal de la gauche républicaine

de gauche à droite :

Jean Pierre Domejoz (Vert), maire adjoint de Marcoussis

Jean Estivill

Gabriel Amard, conseiller Général, maire de Viry (PRS)

Michel Galin (Syndicaliste)

Michèle Valentin (Attac)

Claude Vasquez (PCF), maire de Grigny, conseiller général



Élection Cantonale à Savigny sur Orge

Suite au décès de Simone Dussart qui était la conseillère générale du canton de Savigny, des élections auront lieu les 5 et 12 mars.

Ce canton comprend tout Savigny à l'exception de quatre quartiers. Ces quartiers qui correspondent aux bureaux de vote Briand (5-6-7) et Champagne (10) ont été rattachés à Juvisy (voir plan) à partir de 1984 pour constituer le canton de Juvisy.

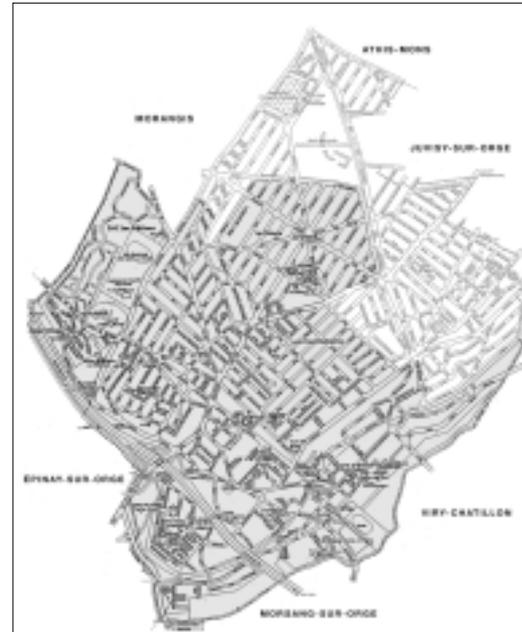
La circonscription législative incluant Savigny sur Orge fut pendant longtemps la plus peuplée de France. Avec 8 cantons, elle présentait le plus fort nombre d'habitants par canton : 37158. Il fut décidé en 1984 d'en créer de nouveaux. Le découpage destiné à réduire le nombre d'électeurs pour certains (et à l'augmenter pour d'autres) entraîna l'amputation du canton de Savigny de 4 quartiers.

Le département de l'Essonne est divisé en 42 cantons, chacun élisant un conseiller général pour 6 ans. Ce sont ces 42 élus qui composent l'assemblée départementale chargée de la politique du département dans des domaines extrêmement nombreux qui vont de la construction des collèges à l'attribution de subventions pour des projets communaux ou des associations.

La politique de décentralisation mise en place à partir de 1982 connaît actuellement une accélération alarmante. Elle se traduit dans l'immédiat par un transfert des missions (sapeurs pompiers, RMI, allocations de compensation des handicaps personnels non enseignant des collèges, fonds d'aide aux jeunes et fonds de solidarité logement, routes nationales...) au département. Les directives libérales de Bruxelles conduisent dans le cadre de la régionalisation-décentralisation à une remise en cause des services publics nationaux. Cela implique la fin de la progressivité de l'impôt sur le revenu et l'augmentation considérable des impôts locaux en particulier départementaux.

La vigilance et la détermination des conseillers généraux sont fondamentales pour résister à ces dangers : alourdissement des taxations locales uniformes sans prise en compte des ressources des ménages, disparition progressive des services publics. Il faut alerter toute la population sur ce scrutin cantonal que d'aucuns voudraient qu'il ait le moins de publicité possible.

Xavier Ducotterd



Savigny sur Orge

Élection cantonale les 5 et 12 mars 2006

Sous le titre «29 mai un non de résistance porteur d'espoir», nous écrivions...

Dès octobre 2004 alors que le "non" était à 30 % dans les sondages, Savigny Égalité invitait Marc Dolez, député, premier secrétaire de la fédération du Nord du parti socialiste, ardent partisan du rejet de la constitution européenne, et faisait publiquement connaître sa position.

Ce fut le début d'une campagne dont on peut dire qu'elle nous a mis au cœur de la bataille pour barrer la route à la conception que nous combattons depuis toujours d'une Europe libérale et antidémocratique.

Le "non" l'a emporté à Savigny, malgré la position de la section locale du parti socialiste (qui a voté à l'unanimité pour la constitution giscardienne lors du référendum interne) et la venue du ministre Copé et d'un ambassadeur, invités par le député maire UMP.

Nous avons la faiblesse de penser qu'il nous revient une part importante de ce succès : plus de 4000 affiches, des dizaines de milliers de tracts,

deux réunions publiques dont celle rassemblant 250 personnes, organisée le 24 mai dernier par le comité Viry-Savigny, en présence de Gabriel Amard membre fondateur avec Jean-Luc Mélenchon de «Pour la République Sociale» (PRS).

Aujourd'hui, une politique alternative de rupture fondée sur un programme républicain et social, à partir d'une union de toutes les gauches, et dans lequel se reconnaîtraient des millions de votants du "oui" qui veulent aussi mettre fin aux multiples réformes anti sociales commanditées par le MEDEF et Bruxelles, et mises en musique par la fausse gauche et la vraie droite, est possible.

Ce sera mettre hors course les populismes de tous bords et renouer avec la France des Lumières et du Progrès Social.

Pascal Chanoux

Soutien à l'appel des femmes, initiée par l'UFAL Féminisme et Laïcité

Communiqué de Savigny Égalité du 5 novembre 2005 : «Non aux violences : l'appel des femmes»

Jean Estivill au nom de l'UFAL 91 (union des associations des familles laïques) et de Savigny Égalité, apporte son soutien à l'appel des femmes. Cette démarche a reçu des millions de signatures.

Non aux violences : l'appel des femmes !

Nous sommes femmes, mères, filles, sœurs. Nous sommes nièces, tantes, cousines, amies, amantes ou voisines. Nous représentons plus de la moitié de la population. Regardez bien : sur les photos des banlieues en flammes... pas une femme !

A l'heure où un ministre irresponsable et belliqueux insulte nos proches et nos familles, français, immigrés, étrangers... A l'heure où il prétend "nettoyer les quartiers au karcher" ou "éliminer la racaille"...

Nous lançons un appel solennel pour que cessent ces violences qui peuvent finir de manière encore plus dramatique. Car nos enfants ont besoin de véhicules pour aller travailler ou trouver un emploi. Ils ont besoin des écoles pour acquérir les savoirs indispensables. Ils ont besoin de centres sociaux gratuits de prévention et de soins, besoin d'avoir

accès à toutes demandes sanitaires. Ils ont besoin de bus pour pouvoir se déplacer. Ils ont besoin de pompiers pour sauver des vies ou éteindre des incendies. Ils ont besoin de postiers pour faire parvenir le courrier. Ils ont besoin de services publics utiles à la collectivité.

Nous en appelons d'abord à nos enfants, à ceux que nous aimons : Nous exigeons qu'ils rentrent à la maison et qu'ils se calment ! Ils nous font honte en acceptant de ressembler à l'insulte qu'on leur fait. Non, ils ne sont pas des racailles, ils ne sont pas des déchets que l'on nettoie. Ce sont des êtres qui ont droit au respect, à l'égalité à la dignité. Comme tout citoyen, ils ont des droits mais aussi des devoirs.

Nous en appelons aussi aux forces de police pour qu'elles respectent scrupuleusement les règles républicaines.

Nous en appelons également aux donateurs de leçons qui nous méprisent et nous ignorent, à ceux

qui ont instauré la politique déplorable des "grands frères" dont on voit les résultats désastreux, qui ne négocient qu'avec les églises ou et les imams, qui suppriment subventions publiques et police de proximité, qui attisent les haines et le désarroi, et nous servent du bâton à tout bout de champ, sans jamais nous donner les moyens de vivre dignement.

Nous demandons un véritable plan d'urgence dans les banlieues permettant une vraie politique sociale pour tous, une politique de prévention et de soutien aux familles dès la petite enfance, une politique scolaire à la hauteur des enjeux, une vraie politique de mixité sociale et la fin des ghettos.

Nous serons dans les quartiers qui brûlent et manifesterons avec nos proches en silence et pacifiquement

Nous lançons cet appel en silence et pacifiquement. Nous lançons cet appel à toutes les femmes. Nous devons être des milliers, pour nous interposer, et mettre fin à ces violences.

SAVIGNY ÉGALITÉ

*association créée en 1989 est indépendante
des partis politiques. Elle n'a pas leur financement. Par contre,
dans le cadre de la campagne électorale, les dons sont
autorisés. Ils donnent droit à une réduction de l'impôt sur
le revenu de 66% du montant du don.*

Site : www.savigny-egalite.com

email : savignyegalite@laposte.net

Merci de bien vouloir renvoyer le coupon ci-dessous à
Jean Estivill - BP 49 - 91602 Savigny sur Orge

Nom

Prénom

Adresse

.....

Téléphone Fax email

Je désire prendre contact avec Savigny Égalité

Je souhaite soutenir financièrement Savigny Égalité

Chèque à l'ordre de Guillaume Beaulande (mandataire financier). Un reçu peut à votre demande vous être délivré.